

Hubert VÉDRINE

(avec la collaboration d'Adrien Abécassis et Mohamed Bouabdallah)

Continuer l'histoire

(Fayard, 2007, 150 p., 10 •)

208

Dans ce bref essai, Hubert Védrine qui fut ministre des Affaires étrangères de la cohabitation de 1997 à 2002, sous le gouvernement de Lionel Jospin, donne à voir son analyse des relations internationales et des rapports de forces dans le monde de l'après-guerre froide. Il appelle à un retour au « réalisme », non comme un pragmatisme vulgaire ou cynique, mais comme condition d'une prise sur les réalités. Dans l'euphorie de l'effondrement de l'Union soviétique les « Occidentaux » pensaient « avoir gagné la bataille de l'Histoire », jusqu'à en proclamer « la fin ». Le monde réel se révèle tout autre qu'un Eden en voie de démocratisation générale sous l'égide d'un marché tout-puissant. Hubert Védrine, comme libéré des contraintes de la fonction diplomatique, n'a pas de mots assez durs pour fustiger l'arrogance et le triomphalisme de l'administration Bush jr et le désastre des politiques menées par les néoconserva-

teurs de Washington. A contre-courant du discours dominant des années 90, il dénonce leur « croisade démocratique [...] qui aboutit presque inmanquablement à l'inverse du but recherché ». Il n'en épargne pas moins les Européens pour, selon lui, leur « dangereuse naïveté » et leur impuissance. Il passe en revue les crises et les tensions actuelles qui contredisent le discours idyllique des années 90 : la crise iranienne, le désastre de la guerre d'Irak, la prolifération, la montée des affrontements communautaires, la crise du projet européen. Il ne peut retenir une colère froide devant les occasions manquées et l'échec du processus de paix au Proche-Orient après 2000.

D'un point de vue progressiste et de gauche on trouvera injuste et trop unilatérale la critique des « grands-messes » de l'Onu des années 90 (les assemblées mondiales de Rio sur l'environnement, de Pékin sur les femmes, ou la déclaration du Millé-

naire), ou son ironie sur une prétendue « Communauté internationale », sur l'illusion d'un monde multipolaire. Ces sorties, à l'évidence provocatrices, sont équilibrées dans une deuxième partie « Rendre le monde meilleur, comment ? » dans lequel il avance des pistes inspirées par une approche critique des « excès du capitalisme », et des propositions importantes pour réformer l'ONU. La vigueur de ses critiques vise non pas « à abandonner le système multilatéral, mais le relégitimer et le rendre plus efficace ». Prenant en compte que « cette gestion du monde par le seul marché suscite frustrations et vives résistances. Hubert Védrine défend de façon classique l'encadrement de l'économie de marché, tout en acceptant ses principes de base, sans mépris ni polémique sur les mouvements et les forces en recherche d'alternatives à l'ordre actuel. Son irritation devant les discours lénifiants sur la « communauté internationale » ou les ambiguïtés de « la gouvernance » s'appuie sur la conviction que « ce n'est pas en continuant à délégitimer les États qu'on améliorera la marche du monde ». C'est à cette aune qu'il appelle à réfléchir au rôle de la France et celui que devrait jouer l'Europe, face aux dangers de l'unilatéralisme et d'un illusoire monde « unipolaire ». Le débat portera alors sur les conceptions de la « puissance » historiquement marquée par l'usage de la force, et sur les contradictions d'un monde en voie de multipolarisation.

Alors qu'en conscience il soutient avec une lucidité critique le projet de traité constitutionnel, comme « base raisonnable », il appelle à une vision réaliste de l'Europe qui puisse retrouver l'adhésion des « peuples ». En

mettant l'accent comme cause de la crise sur l'absence de limites et d'identité claires et l'incertitude sur la répartition des pouvoirs, l'analyse relativise trop à mon sens les fondements sociaux et démocratiques de la crise. Même s'il admet que « l'intégration européenne a tourné au cheval de Troie de la mondialisation libérale ». La pertinence du constat que « longtemps la guerre froide et la coupure de l'Europe en deux ont dispensé les Européens de toute définition » ne conduit-elle pas, avec l'échec du référendum sur le traité constitutionnel, à pousser le débat sur la nature et l'ampleur des réorientations à entreprendre ?

Le plaidoyer sur la place de la France dans le monde, face au concert « décliniste » et à ceux qui nous pressent de s'« adapter à la mondialisation » est convaincant. « Il y a tant à faire pour la France ! » conclut Hubert Védrine. L'appel à la lucidité sur l'état réel du monde est un appel à l'action d'une Europe – qui ne nierait pas les réalités nationales et le rôle déterminant des États – et dans laquelle la France se projetterait vers l'avenir.

La marge étroite entre le « réalisme » et un fatalisme conservateur n'est pas franchie. On peut reconstruire une espérance dans l'affirmation de la politique – donc des choix – et des confrontations d'analyses sur les causes des problèmes et les solutions. Hubert Védrine appelle de fait à une politisation de la politique internationale. Alors peut-il y avoir une politique étrangère française de gauche ? La question est d'autant plus légitime que la tradition d'indépendance envers les États-Unis, jusqu'à l'opposition à la guerre d'Irak, donne le sentiment – très simplificateur – d'une continuité depuis les

NOTES DE LECTURE

années 60, au-delà des alternances. Mais à juste titre il relève que « les clivages passent à l'intérieur de la gauche et de la droite, et qu'il y a plusieurs politiques étrangères de gauche, comme plusieurs politi-

ques étrangères de droite possibles ». Cela ne rend que plus nécessaire la politisation du débat sur les enjeux internationaux et globaux, alors que s'ouvre une nouvelle période politique pour la France et en Europe. Un débat auquel le livre d'Hubert Védrine contribue très utilement.

DANIEL CIRERA